

BNP Paribas

Réunion du conseil d'administration du 23 juillet 2025

Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'émission d'obligations super-subordonnées convertibles en actions avec suppression du droit préférentiel de souscription

DELOITTE & ASSOCIES

Tour Majunga
6, place de la Pyramide
92908 Paris La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

BNP Paribas

Réunion du conseil d'administration du 23 juillet 2025

Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'émission d'obligations super-subordonnées convertibles en actions avec suppression du droit préférentiel de souscription

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire à notre rapport du 10 avril 2025 sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription, autorisée par votre assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2025.

Cette assemblée générale avait délégué aux termes de sa vingt-troisième résolution à votre conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider et réaliser, dans un délai de quatorze mois, l'émission d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires de la société dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du groupe BNP Paribas deviendrait inférieur au seuil de 5,125 % ou à tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (les « Obligations AT1 ») avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier. Le montant nominal maximal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation était fixé à EUR 220 000 000, sans pouvoir excéder 10 % du capital social par an.

Votre conseil d'administration avait décidé dans sa séance du 13 mai 2025 tenue avant l'assemblée générale, sous condition suspensive de l'adoption par l'assemblée générale de la vingt-troisième résolution qui lui était soumise, de subdéléguer, chacun pouvant agir séparément, à M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de directeur général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de directeurs généraux délégués, le pouvoir de décider de la réalisation de l'émission des Obligations AT1 ainsi que celui d'y surseoir, dans les conditions fixées par la loi et selon les conditions fixées par la vingt-troisième résolution de l'assemblée générale.

Faisant usage de cette subdélégation, votre directeur général a décidé en date du 23 juin 2025, dans le cadre d'une offre au public adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés conformément à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (selon la procédure dite de construction du livre d'ordres) de procéder à une émission d'Obligations AT1 d'un montant nominal total de USD 1 500 000.000 et d'une valeur nominale unitaire de USD 1 000. Le nombre maximal d'actions ordinaires BNP Paribas nouvelles susceptibles d'être émises en cas de conversion en actions des Obligations AT1 est de 24.519.900 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale unitaire de EUR 2, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal maximal de EUR 49 039 800.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, le directeur général a rendu compte à votre conseil d'administration, lors de sa séance du 23 juillet 2025, de l'utilisation des pouvoirs qui lui ont été conférés. Votre conseil d'administration, dans sa séance du même jour, a pris acte des décisions du directeur général.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport complémentaire conformément aux articles R. 225-115 et R. 225-116 et suivants ainsi qu'à l'article R. 22-10-31 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2024 arrêtés par le conseil d'administration. Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'assemblée générale ;
- les informations données dans le rapport complémentaire du conseil d'administration sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission des titres de capital et son montant définitif.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de ces comptes et données dans le rapport du conseil d'administration ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par votre assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2025 et des indications fournies aux actionnaires ;
- le choix des éléments de calcul du prix d'émission des titres de capital et son montant définitif ;
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital appréciée par rapport aux capitaux propres et sur la valeur boursière de l'action ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés.

Paris-La Défense, le 28 juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

The image shows a blue shield logo with a white checkmark inside, followed by a handwritten signature in black ink.

Damien Leurent

The image shows a blue shield logo with a white checkmark inside, followed by a handwritten signature in black ink.

Jean-Vincent Coustel

The image shows a blue shield logo with a white checkmark inside, followed by a handwritten signature in black ink.

Olivier Drion